

# Contre la crise, la formation de tous les jeunes !

Face à la crise qui frappe aussi durement, les experts étrangers reconnaissent à notre pays une force de résistance qui permet d'en atténuer les coups qui frappent encore plus durement les autres pays : nos services publics. Aveugle à cet atout, le gouvernement persiste dans sa volonté de les démanteler. Notre pays a cette chance extraordinaire de disposer d'un grand service public laïque d'éducation. Il traduit notre choix républicain d'une société où tous les citoyens vivent ensemble. Mais, imagine-t-on ce que deviendrait ce principe sans ce tour

de force de l'accueil de tous les jeunes, sans distinction, réalisées quotidiennement par notre école ?  
Et pourtant, 13500 emplois ont été supprimés cette année, 11200 l'ont été en 2008, et le ministre du budget vient d'annoncer 17000 suppressions l'an prochain, 5000 postes dans l'Académie depuis 2002.  
Tout n'est sans doute pas question que de postes en matière éducative, mais nous affirmons que rien ne pourra se faire dans cet acharnement d'un « toujours moins de postes » !

## IL FAUT MODERNISER L'ÉCOLE, LE COLLEGE, LES LYCEES ET LES UNIVERSITES, PAS LES CASSER !

**Ce que nous voulons, c'est un système de formation démocratique qui permette la réussite et l'insertion de tous les jeunes.**

**FSU ;  
SUD Educ ;  
Snataa EIL ;  
CGT  
Educ' action ;  
SE UNSA ;  
SGEN**

### 1er degré

L'arrêt de **la casse de la maternelle** destinée à être remplacée par les « jardins d'éveil » qui ne seront que des dispositifs de garde là où l'école scolarise avec de véritables programmes.

L'arrêt de **l'externalisation de l'échec scolaire** qui doit être traité par des professionnels formés (RASED) en concertation avec les titulaires de classe ; l'aide personnalisée ne peut être une solution alors que la question des rythmes reste posée.

L'arrêt du **dispositif d'évaluations** voulu par le Ministre qui, au mépris de la réussite de tous les élèves, institue la future mise en concurrence des écoles ; alors que les évaluations CM2 ont démontré leur inefficacité, il impose les mêmes erreurs aux enfants du CE1.

L'arrêt de **toutes les réformes** décidées sans concertation avec les représentants des personnels avec pour seul but de répondre à une partie de la population et sans aucune réflexion associant la recherche en pédagogie.

L'arrêt des **pressions opérées sur les municipalités** qui refusent de mettre en œuvre le SMA alors que l'état n'assume plus ses responsabilités dans le remplacement des collègues absents.

### 2nd degré

**Le maintien d'un collège** qui permette à tous les élèves l'acquisition d'une solide culture commune qui permette une orientation non par l'échec mais par l'acquisition de connaissances diversifiées permettant la poursuite des études. Une formation professionnelle maintenue en SEGPA.

**Un lycée démocratique** qui assure la diversité de l'offre de formation, assurée par l'existence des trois voies (générale, technologique et professionnelle) et de séries cohérentes qui permettent la poursuite de l'acquisition de la culture commune, l'exercice de la citoyenneté et l'accès à une qualification, par des méthodes et des contenus différents. Nous dénonçons le transfert de l'enseignement professionnel vers l'apprentissage.

**Pour y arriver**, il faut se donner les moyens de lutter contre l'échec scolaire :

- En maintenant et renforçant les horaires tout en permettant les dédoublements.
- En garantissant des classes non surchargées.
- En assurant le remplacement de tous les enseignants absents par des professeurs qualifiés, recrutés sur concours et solidement formés.

### Enseignement supérieur et recherche

Depuis le 2 février, la communauté universitaire mène une lutte historique contre une politique de destruction du service public d'enseignement supérieur et de recherche engagée depuis 3 ans (loi « recherche » d'avril 2006) et poursuivie par la loi « libertés et responsabilités des universités » (LRU) d'août 2007 et sa batterie de décrets d'application. Contre-réformes passées en force, complétées par un scandaleux accord avec le Vatican qui brise le principe de laïcité !

**L'université n'est pas une entreprise ! La connaissance n'est pas une marchandise !**

Pour réformer l'enseignement supérieur public, il faut commencer par négocier avec les organisations représentatives, après avoir, notamment :

- **abrogé la LRU et ses textes d'application, supprimé les agences créées en 2006,**
- abandonné le projet actuel de « mastérisation » de la formation des enseignants,
- adopté un plan pluriannuel de création de 5000 emplois statutaires/an, titularisé les personnels précaires,
- abrogé le décret de contractualisation des doctorants,
- engagé le financement public des établissements à la hauteur des véritables besoins,
- renoncé au démantèlement des organismes publics de recherche (CNRS, INSERM, etc.)

**Pour tous les personnels, résorption de la précarité, revalorisation des salaires, formation initiale et continue de qualité.**

**L'intersyndicale éducation appelle à manifester le samedi 13 juin  
à Arras, place de la gare à 10h.  
à Lille, porte de Paris à 14h30**